



*Dialogue
Franco-
Allemand*

Penser l'Europe de demain

Considérations sur le
13^{ème} DIALOGUE FRANCO-ALLEMAND

**Crise de l'euro et nationalisme en Europe :
Est-ce que l'intégration est à bout de souffle ?
Réponses allemandes, françaises et polonaises**

de Georg Walter



5 et 6 mai 2011
à l'Académie européenne d'Otzenhausen

Organisateur

ASKO EUROPA – STIFTUNG

Mentions légales

Éditeur: ASKO EUROPA-STIFTUNG

Responsable: Stefan Mörsdorf

Texte et rédaction: Georg Walter

Traduction: Denise Caste-Kersten

Photos: Valéri Braun

Conception: Claude Werth
www.clodwich.de

Impression: Merziger Druckerei und Verlag GmbH & Co. KG, Merzig

Tirage: 500

Copyright:

ASKO EUROPA-STIFTUNG, Pestelstraße 2, 66119 Saarbrücken
Telefon: +49 (0)681-92674-0, Fax: +49 (0)681-92674-99
E-Mail: info@asko-europa-stiftung.de, Web: www.asko-europa-stiftung.de

Jeudi, 5 mai 2011

10h00 – 11h00

Ouverture

Stefan Mörsdorf, Directeur,
ASKO EUROPA-STIFTUNG, Sarrebruck

Stephan Toscani, Ministre de l'Intérieur et des
Affaires européennes de la Sarre, Sarrebruck

Philippe Cerf, Consul Général de France
en Sarre, Sarrebruck



Stefan Mörsdorf



Stephan Toscani



Philippe Cerf

11h00 – 12h30

Table ronde d'ouverture

**Crise de l'euro et nationalisme en Europe :
Est-ce que l'Intégration est à bout de souffle ?**

Débat animé par

Frank Baasner, Directeur,
Institut Franco-Allemand, Ludwigsburg

Intervenants

Thomas Hanke,
Journaliste, Handelsblatt, Berlin

Andrzej Lisiecki-Zurowski, Représentation
permanente de la Pologne auprès de l'Union
européenne, Bruxelles

Pierre-Alain Muet, Economiste et député à
l'Assemblée nationale, Lyon

Ensuite

Déjeuner

14h15 – 16h00

Ateliers

Travail parallèle en trois ateliers :
sujets voir ci-dessous

16h00

Pause café

16h30 – 18h00

Ateliers (suite)

18h30

Réception et dîner

20h00 – 22h00

Randonnée vers les fortifications celttes

Vendredi, 6 mai 2011

09h00 – 11h00

Ateliers

Suite des ateliers de la veille

11h00

Pause café

11h30 – 13h00

Discussion de clôture

Résumé des débats

Débat animé par

Jürgen Albers

Saarländischer Rundfunk, Sarrebruck

Intervenants

Frank Baasner, Directeur, Institut Franco-Allemand, Ludwigsburg

Mathias Jopp, Directeur, Institut de Politique Européenne, Berlin

Hartmut Marhold, Directeur,
Centre international de formation européenne,
Nice / Berlin

Ensuite

Clôture et déjeuner

Fin du colloque



Ateliers

Atelier 1 : L'avenir de l'Union monétaire européenne

Débat animé par

Hartmut Marhold, Directeur, Centre international de formation européenne, Nice / Berlin

Henrik Uterwedde, Directeur adjoint, Institut Franco-Allemand, Ludwigsburg

Intervenants

Guillaume Duval, Rédacteur en chef, Alternatives Economiques, Paris

Thomas Hanke, Journaliste au Handelsblatt, Berlin

Pascal Kauffmann, Professeur, Centre de recherches et de documentation européennes, Université Montesquieu-Bordeaux IV

Rémi Lallement, Chargé de mission, Centre d'Analyse Stratégique, Paris

Michael Matern, Politologue, Académie européenne d'Otzenhausen

Sebastian Plóciennik, Faculty of Social Science, University of Wrocław

Points de vue

Peter Schaefer, Doctorant, Université de Trento / Université Paris IV – Sorbonne, Paris

Michael Clivot, Président adjoint des Jeunes Socialistes allemands (Jusos), Sarrebruck

Markus Uhl, Président des Jeunes Chrétiens - Démocrates de la Sarre (Junge Union Saar), Homburg

Atelier 2 : Les conséquences politiques et sociales de la crise – Retour des Etats-nations, populisme et désaffection politique: les problèmes de légitimité de l'UE et des formes démocratiques traditionnelles en Europe

Débat animé par

Frank Baasner, Directeur, Institut Franco-Allemand, Ludwigsburg

Séverine Bellina, Directrice, Institut de recherche et débat sur la gouvernance, Paris

Intervenants

Jorge Balbis, Secrétaire exécutif, Association des organisations de promotion au développement d'Amérique latine, Mexico

Maud Clerc, Directrice, Cercle des Européens, Paris

Mateusz Falkowski, Doctorant, Max-Weber-Kolleg, Erfurt

Nicolas Hubé, Maître de conférences, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, Paris

Assane Mbaye, Expert associé, Institut de recherche et débat sur la gouvernance / Membre de l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique, Dakar

Stefan Seidendorf, Chargé de recherches, Institut Franco-Allemand, Ludwigsburg

Benoît Thieulin, Directeur associé / consultant, La Netscouade, Paris

Barbara Wallusch, Association Pro Liberis Silesiae, Opole

Points de vue

Clémentine Chaigneau, Institut Franco-Allemand, Ludwigsburg

Joaquín Rodríguez, Universitat Autònoma de Barcelona

Patrick de Rond, Mouvement Européen, Luxembourg

Atelier 3 : Le rôle de la Pologne en et pour l'Europe

Débat animé par

Katrin Böttger, Directrice adjointe, Institut de Politique Européenne, Berlin

Wojtek Kalinowski, Co-Directeur, Institut Veblen pour les réformes économiques, Paris

Intervenants

Dieter Bingen, Directeur, Deutsches Polen Institut, Darmstadt

Piotr Cichocki, Institute for Western Affairs, Poznan

Kai-Olaf Lang, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin

Arnaud Lechevalier, Université Paris 1 / professeur invité à l'université Europa Universität Viadrina / Centre Marc Bloch, Berlin

Andrzej Lisiecki-Zurowski, Représentation permanente de la Pologne auprès de l'Union européenne, Bruxelles

Ryszarda Formuszewicz, Polish Institute of International Affairs, Varsovie

Joseph Thouvenel, Secrétaire Général Adjoint en charge de l'Economie, de l'Europe et de l'International, Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), Paris

Rafal Towalski, Warsaw School of Economics, Varsovie

Points de vue

Aleksander Szpor, Center for International Relations, Varsovie

Magda Wlostowska, Etudiante, Université de Leipzig

Marta Wrzosek, Politologue, Varsovie

L'équipe organisatrice du 13^{ème} Dialogue Franco-Allemand, de gauche à droite : Waltraud Kruse, Georg Walter, Christina Weiland, Birgit Hamm, Valeri Braun, Denise Caste-Kersten, Aline Ditzler





La crise de l'Euro et le nationalisme en Europe – Est-ce que l'intégration est à bout de souffle ? Réponses allemandes, françaises et polonaises

Le 13^{ème} Dialogue Franco-Allemand – un débat sociétal européen

Dans les médias européens on chante un peu trop souvent la complainte du manque de réseau sociétal au sein de l'Union européenne (UE).

Les discours et les débats politiques se réfèrent – selon de nombreux commentateurs – beaucoup trop aux frontières nationales des Etats membres de l'UE; il manque ainsi une société civile européenne transfrontalière. Le déficit en démocratie de l'UE est caractéristique de ce point.

Le 13^{ème} Dialogue Franco-Allemand qui était cette année un dialogue franco-polonais-allemand a bien sûr montré qu'il y a eu une évolution positive au cours des dernières années vers un discours transfrontalier plus marqué au sein de l'Europe et qu'il est important de favoriser cette tendance. Le grand projet européen d'intégration ne peut réussir à long terme que s'il y a une puissante société civile européenne. Avec le Dialogue Franco-Allemand, La fondation ASKO EUROPA-STIFTUNG souhaite donner un forum à cette société civile en train de se former. Nous voulons aussi discuter à l'avenir avec nos partenaires des questions actuelles politiques et sociétales dans un cadre européen.

Malgré l'évolution positive évoquée, il n'y a toutefois aucune raison de déborder d'optimisme.

Cela fait certes un moment que la crise de l'Euro et ses conséquences sont discutées, analysées scientifiquement et évaluées poli-

tiquement dans tous les Etats membres européens. Que ce soit dans les médias, les universités ou les cafés du commerce – l'Europe entière s'inquiète en même temps de la monnaie commune et les citoyens et citoyennes européens se forment tous un avis. Hélas, les problèmes sont cependant trop souvent observés par le bout de la lorgnette nationale; des conclusions différentes sont tirées de la crise de l'Euro et les possibilités d'actions politiques sont évaluées de différentes manières. Un échange renforcé entre les politiciens, les chercheurs, les journalistes et tous les citoyens et citoyennes intéressés des différents Etats européens est ici d'autant plus important.

La crise financière et économique globale ainsi que la crise de l'Euro ont donné dans l'Europe entière une poussée à ces partis politiques ayant un avis critique, voire négatif face à l'intégration européenne. Au cours des dernières années, des forces populistes et nationalistes de droite sont entrées non seulement dans le Parlement européen mais aussi dans beaucoup de parlements nationaux et participent à quelques gouvernements. Le phénomène de tendances de renationalisation et l'accent mis de plus en plus sur les intérêts particuliers nationaux et régionaux en Europe doit selon nous être pris très au sérieux. Actuellement, la fondation ASKO EUROPA-STIFTUNG prépare ensemble avec l'Institut Franco-Allemand (dfi) une étude sur ce thème qui paraîtra l'année prochaine dans la collection de la fondation (Denkart Europa).

L'échange intense entre l'Allemagne et la France sur l'entente européenne représente



bien sûr un pilier de soutien important si ce n'est même irremplaçable. L'orientation de l'ASKO EUROPA-STIFTUNG tient compte de ce fait. Cependant, nous sommes aussi convaincus que la coopération franco-allemande ne devrait pas avoir un caractère exclusif au sein de l'Europe. C'est pourquoi le dialogue Franco-Allemand est ouvert aux participants de toute l'Europe et en outre des pays extra-européens. Ainsi cette année, des experts venant de l'Uruguay, du Sénégal et de la Chine ont eu voix au chapitre et ont jeté un regard bien spécifique sur l'intégration européenne.

Pour la première fois cette année, le dialogue a été enrichi par un grand nombre d'experts et participants polonais. Pour nous, il ne s'agissait pas seulement de discuter du rôle de la Pologne au sein de l'UE et des relations entre la Pologne, la France et l'Allemagne. Il était important pour nous aussi d'intégrer aux débats les analyses et avis polonais, aussi bien sur la crise de l'Euro et ses conséquences que sur le phénomène des tendances de renationalisation au sein de l'UE.

A l'avenir, l'ASKO EUROPA-STIFTUNG portera son regard non seulement sur la France et l'Europe de l'ouest mais intensifiera les contacts existants avec la Pologne et les autres Etats d'Europe centrale et orientale.

Dans le cadre de cette lettre d'information, j'ai résumé sous une forme comprimée les résultats les plus importants des podiums et des groupes de travail du 13ème Dialogue Franco-Allemand.

Ce résumé doit être aussi une contribution modeste à cette culture européenne des débats qui est indispensable à la réussite durable du projet européen de paix.

Je vous souhaite au nom de l'ASKO EUROPA-STIFTUNG une lecture captivante et de nombreux débats fructueux par la suite.



Georg Walter

Responsable de programmes Relations franco-allemandes - Europe dans la Grande Région SarLorLux
Responsable du „Dialogue Franco-Allemand“ de l'ASKO EUROPA-STIFTUNG



L'Union européenne prise entre les marchés financiers et les tendances populistes – Une plus grande solidarité politique et un modèle économique et social durable comme réponse à la crise?

Un dialogue d'une actualité bouleversante

Les conséquences de la crise financière et économique globale pour l'Union européenne (UE) et ses états membres avaient déjà été discutées en détail au cours du 12^{ème} Dialogue Franco-Allemand (DFD) en mai 2010. A ce moment là, on était en train de voter au Bundestag en procédure rapide et simplifiée l'adoption du paquet d'aide pour la Grèce – La zone de l'Euro se trouvait dans des turbulences dans lesquelles elle se trouve encore actuellement. La crise de l'Euro est ainsi devenue un des thèmes principaux du 13^{ème} Dialogue Franco-Allemand. « Nous sommes d'une bouleversante actualité, peut-être plus grande que nous le souhaitons », a remarqué Frank Baasner (Directeur de l'Institut Franco-Allemand, Ludwigsburg) au début de la table ronde d'ouverture qu'il animait. Thomas Hanke journaliste spécialisé au Handelsblatt à Berlin, a souligné la difficulté persistante de la situation. Il a fait remarquer l'étroit rapport entre la crise des dettes et la crise financière globale qui n'est pas encore surmontée. Le secteur bancaire de nombreux Etats de l'UE est toujours affaibli – cela est particulièrement le cas pour l'Allemagne. Une restructuration massive de la dette de la Grèce désamorcerait certes la crise financière, elle pourrait cependant en même temps mener à l'aggravation des problèmes de ces banques créancières détentrice d'obligations grecques. Même la Banque centrale européenne (BCE) serait touchée.

On parle de solidarité européenne – mais tant qu'à faire associée au sens des responsabilités

Pierre-Alain Muet, député socialiste à l'Assemblée Nationale, voit une possible ré-

ponse à la crise dans le renforcement de l'idée de solidarité au sein de la zone Euro. Le pacte de stabilité et de croissance et une banque centrale visant à surveiller la stabilité de la valeur monétaire ne suffisent pas à long terme à assurer des rapports économiques stables dans les Etats membres de la zone euro. Une plus grande coordination dans le domaine de la politique économique est ici nécessaire, au moins pour tenir compte politiquement des grandes différences en ce qui concerne la capacité économique existant entre chaque Etats membres de l'UE. En définitive, il s'agit de développer un modèle économique et social européen et de ranimer ainsi la vision des fondateurs européens d'une Europe intégrée politiquement et économiquement.



de gauche à droite : Pierre-Alain Muet, Frank Baasner, Andrzej Lisiecki-Zurowski, Thomas Hanke

Thomas Hanke reprend aussi l'idée de solidarité. Toutefois, il faut trouver au sein de l'UE un mélange sain entre solidarité (européenne) et sens des responsabilités (au niveau des Etats membres). La peur de la constitu-



tion d'une union de transfert à sens unique sévissant dans les Etats européens puissants économiquement ne peut être atténuée que si cet équilibre est trouvé. Dans le cas contraire, on pourrait entendre aussi de plus en plus en Allemagne les voix politiques qui rejettent l'approfondissement de l'intégration européenne et préfèrent la poursuite égoïste des intérêts particuliers (nationaux).

Andrzej Lisiecki-Zurowski (représentation permanente de la Pologne auprès de l'UE) souligne que la Pologne va œuvrer vers un renforcement de l'idée de solidarité au sein de l'UE et un développement du marché intérieur européen dans le cadre de la Présidence du Conseil de l'UE. La Pologne peut, en raison de ses expériences positives faites au cours des années suivant son adhésion à l'UE, apporter une contribution précieuse à la maîtrise de la crise actuelle même si elle n'est pas encore membre de la zone euro. Le fait que l'économie de la Pologne ait continué à croître même pendant la crise financière peut être considéré comme exemplaire tout comme la discipline budgétaire stricte que le pays s'est imposé.

Le développement du Triangle de Weimar, c'est-à-dire l'accord trilatéral entre la Pologne, la France et l'Allemagne, représente pour Andrzej Lisiecki-Zurowski une grande chance. Cette constellation est particulièrement bien appropriée pour faire face aux défis politiques actuels.

Il a été souligné déjà au cours de la table ronde d'ouverture le rapport existant entre la crise des dettes dans la zone euro et la crise financière et bancaire mondiale. Cet aspect a aussi joué un rôle important au cours des discussions dans les groupes de travail. Les

phénomènes de crises actuels représentent pour Pierre-Alain Muet le résultat de la globalisation des marchés financiers et le découplage des marchés financiers de l'économie réelle. Ces phénomènes ont commencé il y a 30 ans. L'Union européenne devrait jouer désormais un rôle moteur pour réguler impérativement les marchés financiers. Pour cela, un positionnement commun de l'Allemagne et de la France en est la condition. C'est justement là que le bât blesse actuellement, selon la critique de Pierre-Alain Muet, en particulier en ce qui concerne la concertation entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel qui est souvent insuffisante.

Dans ce contexte, Thomas Hanke a mis en garde contre une fixation à sens unique sur le tandem franco-allemand et contre une rechute vers un accord purement intergouvernemental au sein de l'UE, comme dans le cadre du Triangle de Weimar. Il ne faut pas que cela devienne une habitude en Europe que les grands Etats membres se concertent pour imposer leur volonté politique à tous les autres. Un renforcement de la méthode communautaire est au contraire préférable pour atteindre la profondeur nécessaire de l'intégration européenne.

Traitement des symptômes au niveau européen ? Les débats sur les conséquences de la crise de l'Euro et sur l'avenir de l'Union monétaire européenne

La situation dans l'Union européenne qualifiée de « crise de l'Euro » a constitué le point de départ des discussions de l'atelier animé par Henrik Uterwedde (Institut Franco-Allemand) et Hartmut Marhold (Centre International de Formation Européenne, Nice/Berlin).



Au cours des débats, les causes de la crise ont tout d'abord été analysées, puis dans un deuxième temps des possibles solutions recherchées. Des approches de solution au niveau global mais aussi au niveau européen ont été au programme des discussions. Un autre élément de la discussion a été constitué par les différences observées quant à la perception de la situation de crise en Allemagne, en France et en Pologne, ainsi que les conclusions que les trois états tirent de la crise de l'Euro. Il s'agit aussi des différentes conceptions en politique économique existant les unes à côté des autres au sein de l'UE et qui ont justement conduit, en observant la crise de l'Euro, à des situations de départ différentes en Pologne, en France et en Allemagne.

Quelles sont les raisons profondes de la crise de l'Euro ?

Il n'y a pas eu de réponse unique à ces questions. Il est par contre clairement apparu que la crise de l'euro est un phénomène complexe. Elle a différentes facettes et son origine résulte de plusieurs développements qui sont en rapport les uns avec les autres. La forme de l'analyse choisie joue un rôle important dans l'analyse de la crise. Etant donné que l'ASKO EUROPA-STIFTUNG mène depuis plusieurs années ensemble avec la Stiftung Forum für Verantwortung et l'Académie Européenne d'Otzenhausen (EAO) le grand projet « Osons la durabilité », il nous semblait important d'éclairer la dimension globale de la crise de l'Euro et de montrer clairement les implications sur le développement durable. Une analyse critique à ce niveau et les conclusions en résultant ne suffisant (malheureusement) pas à développer des solutions à court terme, il fallait discuter de la crise en partant

avant tout du niveau européen. Afin de comprendre les difficultés au niveau de l'UE ou plutôt de la zone euro, il était nécessaire de se pencher sur les différents Etats membres de l'UE.

En prenant comme point de départ ces niveaux, les différents intervenants ont conclu comme suit :

La crise dans la zone euro ne résulte pas tout d'abord du manque de discipline budgétaire en Grèce et dans les autres Etats membres de la zone euro. L'accumulation de déficits publics et une explosion de l'endettement public peuvent encore s'expliquer en premier lieu par des défaillances structurelles internes dans le cas de la Grèce ; mais pour l'Irlande et l'Espagne ce n'est pas le cas. Le problème des dettes de ces Etats est à rapporter à la crise financière et économique globale qui s'est avant tout manifesté par une crise bancaire. A la suite de la crise financière, économique et bancaire globale, l'endettement public a augmenté dans tous les Etats de la zone euro. Etant donné que certains Etats, en particulier la Grèce, le Portugal et l'Irlande ont subi la pression des marchés financiers, la zone euro toute entière a été menacée. C'est pourquoi des mesures de sauvetage à court terme, qui n'étaient pas prévues à l'origine, ont été nécessaires. Celles-ci impliquaient entre autres un engagement financier important de la part des Etats membres de l'UE les plus puissants économiquement. Plusieurs fois, il a été souligné, notamment par Pascal Kauffmann (Université Montesquieu-Bordeaux IV) que les mesures prises dans le cadre du plan de sauvetage de l'Euro et de l'aide à la Grèce n'étaient tout d'abord pas un transfert des paiements mais des crédits qui devraient être remboursés par les pays débiteurs. Kauffmann a critiqué la représentation à sens unique et



selon lui simpliste dans de nombreux médias allemands qui donnaient la fausse impression que les recettes fiscales allemandes seraient transférées directement vers la Grèce.

La crise de l'Euro comme symptôme et comme résultat d'un déséquilibre sur la scène globale

Etant donné que les problèmes au sein de la zone euro ont leurs profondes origines au niveau global, la crise de l'Euro ne peut être durablement surmontée que si les situations critiques au niveau global sont réglées. Au cours de la discussion, plusieurs points ont été abordés.

Tout comme Pierre-Alain Muet, Hartmut Marhold place l'irruption des crises actuelles dans un contexte historique plus grand. La crise économique et financière globale est en fin de compte le symptôme d'un développement sociétal entretemps dégénéré qui s'est amorcé depuis la fin de « l'âge d'or du capitalisme » (ou bien des « Trente Glorieuses ») dans les années 1970. Le principe d'une déréglementation exacerbée et la libération de toutes les forces (sociétales et économiques) ont conduit à un processus d'individualisation dans les sociétés occidentales. Il en est résulté des mentalités égoïstes et non solidaires et des cultures sociétales qui sont devenues clairement visibles pendant les crises actuelles. La tendance à accentuer de façon prononcée les intérêts particuliers est, d'une part une réaction immédiate aux crises, mais d'autre part aussi le résultat d'une évolution historique des mentalités au cours des trois dernières décennies. Un impératif essentiel actuel est de réguler les marchés et d'apprivoiser ces forces qui agissent sur les marchés financiers globaux.



de gauche à droite : Hartmut Marhold, Pascal Kauffmann, Michael Matern, Henrik Uterwedde

Michael Matern (Académie Européenne d'Otzenhausen) a exigé une réglementation radicale des marchés financiers internationaux et en particulier une imposition ou, le cas échéant, une interdiction des produits financiers à risque. De plus, le relèvement sensible de la part de capital propre des banques est nécessaire. En partant de l'analyse que l'argent ne représente rien d'autre qu'une promesse de valeur ajoutée pour l'avenir et que beaucoup trop de promesses de valeur ajoutée négociées sur les marchés financiers ne peuvent être tenues, Michael Matern en a conclu qu'il y aura nécessairement toujours des crises financières importantes. Etant donné que la gestion financière et l'économie réelle sont en rapport, il y a alors des crises économiques globales dont les conséquences doivent être réglées politiquement par les Etats nationaux. Ni au niveau européen, et à fortiori ni au niveau global, il existe des conceptions et instruments homogènes de politique économique qui puissent être utilisés comme correcteur des excès sur les marchés financiers internationaux. La discussion au sujet d'un modèle économique et social européen unifié et au sujet d'un complément de l'union économique et monétaire par une



union politique débute ici. Eu égard au modèle de croissance dominant au niveau mondial, Klaus Wiegandt, (Stiftung Forum für Verantwortung, initiateur du projet « Osons la durabilité ») a réclamé un renversement de paradigme. « Le monde vit au dessus de ses moyens », a souligné Wiegandt qui juge indispensable d'abandonner la croissance basée sur la consommation massive des ressources naturelles.

Le traitement des symptômes de la crise au niveau européen montre clairement les faiblesses de l'Union monétaire

Un tel renversement de paradigme exige une entente au niveau global qui à l'évidence n'arrive pas à s'imposer actuellement. C'est pourquoi il est sensé et nécessaire de commencer au niveau européen. Plusieurs intervenants ont déploré que les mesures pour stabiliser la zone euro (plan de sauvetage de l'Euro, Semestre européen, achat des obligations publiques par la Banque centrale européenne) ne fussent qu'une lutte contre les symptômes mais pas la réparation des causes réelles de la crise. Thomas Hanke (Handelsblatt, Berlin) a remarqué que la politique a tout d'abord gagné du temps en prenant ces mesures. Tant que les décideurs politiques devront agir sous la pression des marchés financiers et des agences de classement privées, il ne restera pour certains points que des solutions à court terme et suspensives.

Pour Sebastian Plóciennik (Université de Wrocław) qui a exposé les perspectives polonaises dans la discussion, la crise actuelle est « une crise de crédibilité de la zone euro » dont les

structures et les mécanismes de fonctionnement sont trop difficiles à cerner et trop peu réfléchis pour de nombreux observateurs externes. Il a mis ainsi le doigt sur la plaie de l'union monétaire dont les prétendues erreurs de construction sont devenues visibles dans la crise. La question délicate de savoir si un espace monétaire européen homogène peut exister sans politique économique et fiscale commune dans le cadre de la globalisation a aussi été controversé au cours des discussions.

La quête du Graal européen : La discussion autour d'un modèle économique et social européen

Le débat sur un modèle économique et social européen est mené et développé depuis de nombreuses années dans le cadre du Dialogue Franco-Allemand. C'est souvent que les différences entre les points de vue et conceptions des différentes nations étaient à l'honneur. L'évolution politique rapide des derniers mois a aussi clairement dévoilé les conflits politiques existant entre les différents camps politiques au sein des états membres de l'UE. Markus Uhl (Junge Union, Jeunes Chrétiens-Démocrates de la Sarre) et Michael Clivot (Jussos, Jeunes Socialistes allemands) ont décrit quelques uns de ces points de conflit lors de l'analyse politique de la crise de l'Euro en Allemagne. Rémi Lallement (Centre d'Analyse Stratégique, Paris), Thomas Hanke, Pascal Kauffmann et Sebastián Plóciennik sont entrés dans le détail de certaines de ces différences entre la France, la Pologne et l'Allemagne et les ont situées dans le débat général.



de gauche à droite : Thomas Hanke, Henrik Uterwedde, Markus Uhl, Michael Clivot

Différentes appréciations politiques de la crise

En règle générale, deux tendances politiques principales ressortent des contributions de Markus Uhl et de Michael Clivot. Celles-ci ne sont pas spécifiques à l'Allemagne mais reflètent les différentes conceptions politiques fondamentales dans beaucoup d'Etats européens.

Michael Clivot confronte le concept d'une Europe solidaire, qui mise moins sur la concurrence entre les états membres mais prévoit plutôt une compensation sociale durable entre les états très performants et les états moins performants, à la conception défendue par Markus Uhl d'une forte responsabilité nationale propre qui s'oriente fortement aux consignes du pacte de stabilité et de croissance. Les deux concepts prévoient certes une compensation entre solidarité européenne et responsabilité propre des états membres. En cas de conflit cependant la pondération sera différente. Une vue orientée vers les conceptions traditionnelles social démocrates met l'accent plus forte-

ment sur la nécessité d'un étalement sociopolitique de l'union économique et monétaire européenne et d'un standard social unique dans l'UE (pas de dumping fiscal excessif ; des salaires minimums etc.). A la fin de l'évolution, il pourrait y avoir une fédération européenne avec une forme européenne d'économie sociale de marché dont les Etats membres se porteraient garant solidairement. Enfin, un fédéralisme financier (d'après le modèle allemand) se formerait au niveau européen. Les partis et syndicats classiques socio-démocrates ou socialistes sont contraints dans la situation actuelle de représenter leurs demandes sociopolitiques dans leur propre pays et contribuent ainsi de manière involontaire à la formation de standards sociaux inégaux dans les Etats membres de l'UE. Selon ces acteurs, une fédération européenne pourrait y remédier.

Bien que les fondateurs conservateurs de la Communauté Européenne (parmi eux aussi Konrad Adenauer) s'étaient fixés comme objectif le concept d'une fédération européenne, les partis politiques conservateurs (et libéraux) en Allemagne, en France et en Pologne sont aujourd'hui tendanciellement plutôt sceptiques, voire défavorables, face au renforcement approfondi de la communautarisation et à l'affaiblissement de l'Etat national. Sous cet angle, un mécanisme de compensation mis en permanence au sein de la zone Euro et la mise en place de standards sociaux élevés pour l'ensemble de l'UE paraissent être plus une menace des intérêts économiques nationaux que pièce d'un ordre fédéral émergent.

Une autre différence importante entre les camps politiques concerne les conceptions



économiques et financières fondamentales : une conception orientée plutôt vers une offre du côté conservatif et libéral fait concurrence à une approche orientée vers la demande du côté social-démocrate. Une conception orientée vers la stabilité monétaire et vers l'indépendance de la Banque Centrale européenne fait face à une approche (teintée de keynésianisme) qui mise plus sur la relance du pouvoir d'achat et est prête à accepter un affaiblissement de la stabilité monétaire.

On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre : L'Allemagne en tant que profiteuse principale et sauveur de l'Union monétaire

La responsabilité propre économique politique importante des Etats membres de l'UE, comme elle existe actuellement, implique aussi une concurrence continue entre ces états au cours de laquelle il y a des gagnants et des perdants. De nombreux observateurs français et polonais considèrent que l'Allemagne était le grand gagnant de ces dernières années. Cette circonstance est considérée de manière réprobatrice ou approuvante, selon les orientations politiques.

Ainsi qu'Arnaud Lechevalier (Université Paris 1 et Centre Marc Bloch, Berlin) l'a expliqué, l'Allemagne a atteint sa relative compétitivité à l'aide de coupures sociales ainsi que par l'augmentation non négligeable du taux d'exportation. Ainsi, un affaiblissement net du pouvoir d'achat allemand interne a été compensé par la demande dans les autres

états membres de la zone euro. En Allemagne, on est arrivé au cours des dernières 15 années à une nette augmentation des différences de salaires et des inégalités sociales, selon l'analyse critique d'Arnaud Lechevalier. Le modèle allemand a mis d'autres Etats de la zone euro sous pression d'adaptation en raison de la concurrence économique-politique. Ce constat montre une chose très clairement : Etant donné que 60% des exportations allemandes vont dans d'autres Etats de l'UE, à savoir 40% de celles-ci dans la zone euro, la



croissance de l'Allemagne dépend principalement de la pérennisation de la zone euro. Si l'Allemagne veut continuer à profiter des inégalités au sein de la zone euro, le gouvernement fédéral doit œuvrer pour le soutien financier de ces Etats qui ne sont pas à la hauteur de la pression d'adaptation exercée par l'Allemagne et qui ont vécu au-dessus de leurs moyens. Si l'Allemagne ne s'engage pas à soutenir ces Etats et par là même à sauvegarder la zone euro, mais accepte la désintégration de la zone euro, alors elle devra le



payer par une perte de croissance considérable. Si cependant tous les autres Etats membres de l'UE s'orientent au modèle allemand, critique Rémi Lallement, alors cela entraînerait une perte générale du pouvoir d'achat et ainsi un affaiblissement considérable de la conjoncture au sein de la zone euro.

Ces connexités ne sont cependant pas assez expliquées et communiquées par le gouvernement fédéral au public allemand, critique Mathias Jopp (Institut für Europäische Politik, Berlin). Les reproches de beaucoup d'observateurs français, selon lesquels l'Allemagne a vécu, au cours des dernières années, aux frais des autres Etats membres de l'UE grâce aux coupures sociales, à une politique des salaires trop modérée et un accent exagéré mis sur le secteur des exportations, a été relativisé par Thomas Hanke. Le secteur des salaires minimums allemand n'a pas été décisif pour le succès des exportations allemandes. Celui-ci repose plutôt sur les produits industriels de haute qualité qui sont encore fabriqués par des travailleurs très bien rémunérés.

Selon Sebastian Pléciennik, d'une perspective polonaise (et généralement d'Europe de l'Est), l'Allemagne se trouve en situation de Win-Win : Si on arrive vraiment à une union de transfert ou une forme de fédéralisme financier, la dévaluation de l'Euro qui en résulterait tomberait aux mains du secteur de l'exportation allemand eu égard l'importance grandissante des marchés extra-européens. Si ce n'était pas le cas, l'Allemagne pourrait garder sa position de pointe sans conséquences financières pour les contribuables.

L'exigence d'une régulation des marchés plus importante et la question de la nature d'un modèle économique et social européen

Afin d'œuvrer à l'encontre des déséquilibres importants et des contradictions au sein de l'UE, plusieurs participants ont réclamé un flanquement interventionniste nettement plus important du marché intérieur. Pour Thomas Hanke, le mot d'ordre du moment n'est pas une déréglementation sauvage mais plutôt une réglementation. Selon Pascal Kauffmann, des solutions économiques et sociales communes doivent être trouvées au niveau européen. Les grandes différences entre les situations économiques en Allemagne, France et Pologne ont été éclairées par Rémi Lallement et les difficultés en résultant en rapport avec l'entente sur une conception européenne ont été discutées en détail.



Pascal Kauffmann

Les Etats membres de l'UE doivent répondre à deux questions décisives : Est-ce qu'il faut rester, en ce qui concerne les questions économiques et en particulier budgétaires, à une coordination basée sur l'engagement personnel et bénévole des états, comme le prévoit le



semestre européen ou est-ce que ces champs politiques doivent vraiment être communautarisés ? La deuxième question est de savoir vers quel modèle économique et social étant au choix une solution européenne devrait-elle s'orienter. En raison du fort accent mis sur les intérêts nationaux au sein de l'UE et des approches vraiment différentes, il est très difficile de répondre particulièrement à la deuxième question. Même si entretemps il y a un rapprochement entre les conceptions discutées et pratiquées en Allemagne et en France, il ne serait guère possible de concilier le modèle anglo-saxon avec ces approches. Selon l'appréciation de Sebastian Plóciennik, étant donné que de nombreux décideurs futurs en Pologne sont fortement marqués par leurs expériences personnelles et professionnelles en Grande-Bretagne et en Irlande, les idées et conceptions de l'économie de liberté de marché gagneront grandement en importance en Pologne. Une entente entre les trois Etats, à savoir dans le cadre du Triangle de Weimar, serait plus difficile sous ces conditions.

Les différentes situations initiales dans les Etats nations européens comme obstacle à une solution durable européenne

Les différentes situations initiales en Allemagne, en France et en Pologne, ont été clairement montrées au cours des discussions de l'atelier 3 (« Le rôle de la Pologne en et pour l'Europe ») animées par Wojtek Kalinowski. La signification, abordée par Sebastian Plóciennik, du modèle économique et social empreint de libéralisme anglo-saxon dans les débats polonais, reflète pour Rafal Towalski

(Warsaw School of Economics, Varsovie) le développement en Pologne depuis les années 1990. On ne peut certes pas nier que la Pologne a réussi dans un laps de temps relativement court depuis la césure politique de 1989 à développer une économie de marché en état de marche et à s'intégrer dans les structures d'économie mondiale.

Ainsi que Andrzej Lisicki-Zurowski soulignait, l'économie polonaise s'est révélée être relativement robuste notamment pendant la crise financière et économique globale. La Pologne a pu comme unique état membre de l'UE, mis à part Chypre, enregistrer des taux de croissance positifs constants les dernières années.

Rafal Towalski éclairait cependant les inconvénients sociaux et situations critiques liés au modèle économique polonais qui, selon lui, remontent aux décisions de principe économique-politique qui ont été prises au cours des dernières 20 années par les gouvernements alternants. Contrairement au modèle de l'économie sociale de marché avec ses traits corporatifs en Allemagne et le modèle français d'état social empreint d'étatisme, il manque en Pologne le flanquement et l'étalement social politique nécessaire du développement économique. Alors que la Pologne enregistre toujours un des taux les plus élevés de chômage au sein de l'UE, les systèmes sociaux n'ont pas été suffisamment développés au cours des 20 dernières années. De plus, la société polonaise est toujours divisée en gagnants et perdants du changement depuis les années 1990 – les contrastes sociaux et les différences de salaire sont très élevés.



Contrairement à ce qui est souvent affirmé, aucune classe moyenne stable ne s'est formée en Pologne depuis le bouleversement politique, étant capable de jouer un rôle sociétal stabilisant. Cela se rattache aussi au fait que la politique polonaise a omis jusqu'à présent de créer les conditions préalables pour la formation d'emplois plus qualifiés et ainsi de rendre la Pologne attractive pour les travailleurs hautement qualifiés. La Pologne a plutôt misé sur un marché du travail extrêmement flexible avec des syndicats faibles et par conséquent des droits des salariés très faibles. Il est vrai que beaucoup d'entreprises occidentales ayant transféré leur production en Pologne (et dans d'autres états d'Europe centrale et d'Europe de l'Est) ont profité de ces conditions. Beaucoup d'emplois dans le secteur des bas salaires ont ainsi été créés. Rafal Towalski réclame du gouvernement polonais une politique économique et sociale

ambitieuse et l'abandon d'une trop forte orientation vers des idées d'économie libérale.

Alors que la Pologne a cherché après son entrée dans l'UE un avantage relatif dans un marché du travail flexible avec un flaque-ment social très faible, l'Allemagne a pendant longtemps pu profiter massivement de la création de la zone euro – une situation qui a suscité la morosité politique pas seulement en France.

Joseph Thouvenel (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, Paris) a représenté dans ce contexte un point de vue particulièrement partagé par beaucoup de représentants des partis français de gauche et des syndicats : L'intégration européenne est trop fortement considérée sous des aspects économiques et monétaires. Il est cependant nécessaire de créer une Europe sociale dans



de gauche à droite : Arnaud Lechevalier, Rafal Towalski, Wojtek Kalinowski, Joseph Thouvenel



laquelle l'économie est pour les hommes et dans laquelle les hommes et leur bien-être priment. La critique faite sur la forme actuelle de l'Union européenne ne doit pas être mise au même niveau que des comportements anti-européens, comme c'est souvent le cas. Au contraire : Justement, la crise de l'Euro montre clairement que l'Europe doit devenir un projet social. La paix entre les Etats a été obtenue – les européens devraient maintenant se préoccuper de maintenir la paix sociale dans l'UE. Si cela ne réussit pas, les partis populistes de droite connaîtront un succès encore plus grand.

L'Union européenne et la zone Euro font face à de grandes questions restées sans réponse en dépit des mesures prises récemment. La crise de l'Euro n'est pas terminée, telle était la conclusion importante des discussions. Afin de ne pas combattre les causes de la crise seulement au niveau européen mais avant tout au niveau global, la concertation intense entre les Etats membres de l'UE et un large débat sociétal en Europe restent les conditions essentielles.





Les conséquences politiques et sociales de la crise – Retour des Etats-nations, populisme et désaffection politique: les problèmes de légitimité de l'UE et des formes démocratiques traditionnelles en Europe

La crise financière et économique globale et, dans ses conséquences, la crise de l'espace euro ont renforcé en Europe une tendance qui est observée déjà depuis les années 1990: Des partis politiques enregistrent des succès dans de nombreux états membres de l'UE, en déplorant par des devises populistes une prétendue dilution de leur culture nationale (ou régionale) imputée à la globalisation - celle-ci étant ressentie comme une menace - et aux conséquences de l'intégration européenne. On reproche aux partis établis de ne plus représenter les intérêts de leur propre population mais au contraire d'être l'étrier ou même l'allié de forces étrangères malfaisantes, comme le capitalisme financier international ou le cercle culturel islamiste. La stratégie de ces partis politiques est de mobiliser la population en donnant des réponses extrêmement simples à des questions complexes. L'Union européenne (UE) y joue souvent le rôle de bouc émissaire. En résumé, on réclame un retour vers les intérêts particuliers de chaque nation, région ou groupe ethnique représenté – aux frais des concepts solidaires qui jouent un rôle important eu regard l'accord européen (justement pendant la crise de l'Euro).

Outre le succès de ces partis politiques, on observe un autre phénomène : L'accent mis plus fortement sur les intérêts nationaux propres et un renforcement de l'élément d'Etat nation et intergouvernemental au sein de l'UE. Ce sont justement les grands états membres qui se sont dressés pendant la crise de l'Euro comme garant de leurs intérêts particuliers propres – il semble que la pensée d'une fédé-

ration européenne solidaire, dans laquelle les Etats nations se soumettent avec leurs intérêts propres au niveau européen, devienne de moins en moins réalisable.

Que signifient ces phénomènes? Est-ce qu'ils ont le potentiel de mettre l'entente européenne en danger ? Quels points communs ont les développements dans les différents états membres de l'UE et où y a-t-il de différences fondamentales ? Quelles conséquences doivent être tirées en Europe ? Le Dialogue Franco-Allemand s'est penché sur ces questions. Dans le groupe de travail animé par Séverine Bellina (Institut de Recherche et Débat sur la Gouvernance, Paris) et Frank Baasner (Institut Franco-Allemand, Ludwigsburg) des intervenants venant non seulement d'Europe mais aussi d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine se sont exprimés et ont formulés ce qu'ils attendaient du développement futur de l'UE.

La dimension du phénomène au niveau de toute l'Europe

Le succès enregistré par les partis utilisant des devises populistes et nationalistes, souvent xénophobes, islamophobes et contenant des éléments d'euroscpticisme s'étend à l'ensemble du continent européen. On trouve des exemples en France (Front National), en Pologne (« Droit et justice » et la Ligue des familles polonaises), en Autriche (Parti Autrichien de la Liberté), au Danemark (Parti populaire danois), aux Pays-Bas (Parti pour



la liberté), en Finlande (Vrais Finlandais), en Suède (Démocrates suédois) ainsi qu'en Hongrie (« Fédération des citoyens hongrois » et Jobbik). De même la Lega Nord en Italie et le Vlaams Belang en Flandre belge doivent compléter cette liste. Ces deux partis se spécifient par le fait qu'ils ne font pas de propagande au nom de la Nation entière, mais au contraire représentent les intérêts de groupes ethniques régionaux spécifiques au sein de leur Etat et revêtent des traits fortement séparatistes.

Le séparatisme catalan comme cas particulier

Un cas particulier de séparatisme au sein de l'Europe s'observe en Espagne. La volonté profonde de nombreux Catalans (et Basques) de se séparer de l'Etat espagnol se nourrit ici entre autres des expériences extrêmement négatives faites pendant la dictature de Franco. Joaquín Rodriguez (Universitat Autònoma de Barcelona) explique dans son exposé que le nationalisme catalan (à l'inverse de la situation en Flandre) ne revêt aucun élément

xénophobe et anti-européen. Il s'agit bien plus d'édifier la nation catalane avec tous ses acquis culturels comme un Etat nation autonome au sein de l'UE. Là derrière ne se cache pas l'idée basée sur le principe de la souche d'un peuple catalan homogène. Selon Joaquín Rodriguez, la majorité des Catalans aspire au contraire à un Etat cosmopolite avec une société libérale ouverte dans laquelle l'inclusion et l'intégration des immigrants y jouent un rôle important.

La volonté d'édifier un Etat propre n'est pas propagée par un seul parti, mais au contraire se retrouve dans tous les camps politiques. Les conflits politiques entre les différents courants politiques sont masqués en partie par cet objectif commun et réapparaîtraient plus fortement après la création d'un Etat.

Arguments économiques et identitaires comme base programmatique commune

Bien que l'exemple catalan ne puisse pas être mis au même niveau que les tendances nationalistes populistes de droite en Europe, il présente deux éléments fondamentaux qui jouent aussi un rôle dans leur programmatique et propagande politique. Stefan Seiden-dorf (Institut Franco-Allemand, Ludwigsborg) montre ainsi qu'il s'agit de la reprise d'un argument économique et d'un argument identitaire. L'argument économique postule que les ressources et acquis économiques de chaque nation et région sont attaquées et ne sont plus à la disposition de la propre population. Selon le reproche, les Etats et régions performants et plus puissants économiquement sont défavorisés au plan européen et au plan de l'Etat national aux dépens des Etats



Joaquín Rodriguez



et régions paresseux et à faible rendement. Cet argument est utilisé sans cesse aussi bien en Flandre qu'en Italie du nord mais aussi aux Pays-Bas, en Autriche et même en Catalogne.

L'argument identitaire s'attache à une prétendue menace des particularités et acquis nationaux ou régionaux. Les partis populistes de droite mettent en garde contre une immigration trop importante qui est considérée comme une déculture menaçante. Au près de certains partis, l'Islam qui infiltre les sociétés européennes et finalement toute la culture chrétienne occidentale fait office de nouvelle tête de Turc. On reproche aux partis établis et en particulier aux partis de gauche de trahir les valeurs traditionnelles créatrices d'identité et des différentes cultures nationales. L'Union européenne elle-même contribue sous sa forme actuelle à cette perspective de déclin d'acquis traditionnels culturels. Elle est présentée comme le cheval de Troie de la globalisation et comme monstre bureaucratique anonyme qui ne se préoccupe pas des soucis et misères des petites gens.



Stefan Seidendorf

Un manque de légitimité de la politique européenne comme origine de frustration et de radicalisation politique ?

Les mouvements et partis populistes de droite profitent directement de l'insatisfaction générale face aux offres des partis politiques établis, insatisfaction qui s'est encore renforcée suite à la crise financière et économique. Il est ici clairement apparu que suite à la globalisation et l'approfondissement de l'intégration européenne, les possibilités de conception politique ont diminué au niveau national, régional et communal. Les partis politiques établis doivent obéir de plus en plus souvent aux nécessités sans alternatives qu'ils ont eux-mêmes provoquées partiellement. Pour beaucoup de questions, les citoyens n'ont plus le choix entre les offres politiques alternatives. Les partis traditionnels sont souvent considérés comme non distinguables. Dans beaucoup de cas d'évolutions politiques fondamentales, on ne peut plus rendre responsable et sanctionner le décideur qui a été élu par les citoyens. Cette situation est particulièrement visible en Grèce et en Irlande pendant la crise de l'Euro actuelle. Mais même en Allemagne et en France, les citoyens sont mis face à des mesures de sauvetage de l'Euro que leurs gouvernements respectifs présentent comme étant sans alternatives.

Un phénomène discuté en détails dans le cadre du groupe de travail apparaît ici : Le manque de légitimité des décisions politiques au niveau européen ; En fin de compte le déficit de l'UE en démocratie, si souvent déploré. Selon Séverine Bellina, la considération du problème de légitimité conduit à s'interroger sur une réforme des structures de gouvernance au sein de l'Europe. Il s'agit en fait de donner aux citoyennes et citoyens



la possibilité de participer plus directement aux décisions politiques qui les concernent que ce n'est le cas actuellement. Si les décisions politiques importantes continuent à être prises à un niveau décalé et sans lien direct avec les personnes concernées en Europe, le système politique de l'UE perdra toujours plus de sa légitimité. Une telle perte de légitimité conduit bien entendu à une irritation et frustration qui peut se manifester dans la naissance de nouveaux mouvements sociaux (comme le mouvement de protestation de la jeunesse en Espagne) ou même l'orientation vers des partis de droite populiste.



Séverine Bellina

Les partis de droite populiste donnent des réponses précises à l'insatisfaction générale et la peur de l'avenir de nombreux citoyennes et citoyens. Ils brisent en toute connaissance de cause les tabous politiques et propagent comme réponse aux crises internationales un isolement national et une poursuite agressive des intérêts particuliers nationaux ou des intérêts des groupes ethniques qu'ils représentent. On ne répond pas de manière différenciée à la question de savoir si cette voie

est réaliste et couronnée de succès. Les succès électoraux des partis de droite populistes et nationalistes et leur participation aux coalitions gouvernementales changent cependant déjà l'atmosphère générale politique et la culture politique dans de nombreux Etats européens et mettent la pression sur les forces politiques en place. Dans le cas de la Hongrie, c'est même la pérennité de la démocratie et de l'Etat de droit qui est en jeu.

La situation en France, en Allemagne et en Pologne

En France, certaines positions du Front National semblent être devenues entretemps convenables pour une plus large couche de la population. Davantage d'électorales et d'électeurs français expriment ouvertement leur sympathie pour les propositions du parti. Ainsi, selon Pierre-Alain Muet, le Front National trouve l'approbation avant tout auprès d'une partie de la population qui représentait auparavant le potentiel classique d'électeurs des partis de gauche (surtout du parti communiste). La peur d'une régression sociale et l'incertitude provoquée par la crise de l'Euro font tomber les couches de la population socialement défavorisée dans les mains de Marine Le Pen. Le programme du Front National reflète de manière conséquente aussi bien l'argument économique que l'argument identitaire. Bien que ces deux arguments apparaissent également toujours dans le discours politique allemand, aucun parti de droite populaire nationaliste n'a pu atteindre un poids politique comparable à celui du Front National. Bien entendu, des partis radicaux de droite ont enregistré ou enregistrent toujours des succès électoraux au niveau des Länder.



Barbara Wallusch

Barbara Wallusch (Verein Pro Liberis Silesiae, Opole) a abordé la situation en Pologne. Les positions nationalistes représentées par le parti « Droit et justice » (PIS) et surtout par la « Ligue des familles polonaises » causent selon elle un climat politique difficile en Pologne. Même dans les rangs de ces partis, l'accent est fortement mis sur les intérêts nationaux, la plupart du temps associé à une attitude très méfiante vis-à-vis du niveau européen ; en particulier pourtant vis-à-vis de la Russie et de l'Allemagne qui sont, de manière sous-entendue ou ouverte, toujours considérées comme une menace à la sécurité polonaise. La référence historique aux expériences faites avec les totalitarismes européens du 20^{ème} siècle joue dans le discours politique de ces partis un rôle aussi important que la référence faite à la foi catholique et à l'église catholique. Eu égard à l'intégration européenne, l'argument identitaire joue avant tout un rôle important dans le cas de la Pologne.

L'accentuation des intérêts nationaux propres et le renforcement de l'élément intergouvernemental au cours de la crise de l'Euro

Il est clairement apparu, au plus tard pendant la crise de l'Euro, qu'il y a dans l'UE une tendance à représenter particulièrement ouvertement les intérêts nationaux propres de la part des gouvernements des Etats membres. Il reste à savoir s'il s'agit de la tentative des acteurs politiques en place de saisir dans la population les humeurs décrites plus haut et de couper l'herbe sous les pieds des nouvelles forces populistes de droite. Maud Clerc (Cercle des Européens, Paris) a cependant montré qu'à la suite de la crise financière et de l'Euro, l'élément intergouvernemental de l'UE a clairement gagné du terrain vis-à-vis de l'élément supranational. Les grands Etats membres en particulier, à commencer par l'Allemagne et la France, ont souligné très fortement pendant les crises, en outre aussi au niveau européen, leurs intérêts nationaux propres et ainsi souvent compliqué et retardé des solutions communes. Même en ce qui concerne l'accueil des réfugiés africains, l'Italie et la France se sont disputés ouvertement sur le conflit d'intérêt.



Le fait que le Conseil européen (et le Conseil de l'UE) gagnent en importance en temps de crise face à la commission et au Parlement européen, n'est pas une menace pour l'intégration européenne, selon l'analyse de Maud Clerc. Cela ne devient problématique que si à long terme la commission était marginalisée et déclassée au rang d'organe exécutif des décisions prises par les Etats membres. Un affaiblissement trop important des institutions supranationales accompagné d'une politique des Etats membres trop égoïste et plus orientée vers le maintien des biens nationaux que vers les intérêts généraux européens constitue un danger pour le projet européen. On a pu observer ces deux phénomènes pendant la crise de l'Euro même si les Etats membres ont pu finalement s'entendre sur les premières mesures à prendre pour stabiliser l'espace euro.



Maud Clerc

Les fortes attentes vis-à-vis de l'UE sur tous les continents

Tous ces phénomènes ne donnent pas encore lieu de prédire la fin proche de l'intégration européenne et l'effondrement de l'UE dans sa forme actuelle. Mais pour tous les partisans du projet européen, le climat politique est devenu plus rude. Ce serait sûrement irréfléchi de prendre à la légère les phénomènes traités.

En fin de compte, les attentes vis-à-vis de l'Union européenne sont très élevées dans le monde entier. Ceci était clairement exprimé par Jorge Balbis et Camillo Tovar (Asociación Latinoamericana de Organizaciones de Promoción al Desarrollo) tout comme par Assane Mbaye, Abdessalame Kleich et Chen Lichuan (Institut de Recherche et Débat sur la Gouvernance) ainsi que par Amadou Oury Ba (Université Dakar).

On attend de l'Union européenne et de ses Etats membres qu'ils jouent un rôle actif lors de la gestion des défis globaux. Cela s'applique aussi à la manière d'aborder les développements et bouleversements politiques et économiques rapides sur les continents voisins. Un avertissement souvent formulé hors d'Europe rappelle que les sociétés européennes vieillissantes doivent cependant faire attention de ne pas rater les développements



importants. Si l'Europe veut jouer un rôle lors de la restructuration démocratique à la suite du printemps arabe, il ne suffit pas d'invoquer ses propres valeurs et de les propager. Il faudrait que des actions concrètes suivent et les valeurs européennes ne devraient pas bénéficier seulement à ceux qui vivent au sein des frontières de l'UE. Eu égard à cette exigence vis à vis de l'UE, ce serait une évolution fatale si l'argument économique visant à protéger la situation matérielle acquise et l'argument identitaire adressé contre l'intégration des immigrés s'imposaient en Europe. On craint également que si des conflits d'intérêts s'étendent au sein de l'UE, l'Europe ne soit en fin de compte paralysée dans ses possibilités internationales de conception.

Les autres acteurs globaux n'attendent pas l'Union européenne. Du point de vue européen, le danger existe plutôt que les forces émergentes, par exemple la Chine, l'Inde ou le Brésil laissent l'UE de côté (ainsi que les USA toujours plus en perte de vitesse) et donnent le ton au niveau mondial. Selon l'avis de nombreux observateurs extra-européens, l'UE doit développer ses structures de gouvernance interne et devenir un acteur plus homogène et capable de prendre des décisions sur la scène internationale. Finalement, ce n'est qu'ainsi que les valeurs européennes pourront être rendues fertiles de manière durable pour l'organisation d'un ordre international.



de gauche à droite : Abdessalam Kleich, Assane Mbaye, Chen Lichuan, Jorge Balbis, Mateusz Falkowski



L'importance grandissante de la Pologne comme Etat membre de l'UE – Nouvelles perspectives pour le Triangle de Weimar?

Au cours des discussions des tables rondes mais surtout dans l'atelier animé par Katrin Böttger (Institut für Europäische Politik, Berlin) et Wojtek Kalinowski (Institut Veblen pour les réformes économiques, Paris), le rôle de la Pologne au sein de l'Union européenne (UE) a été situé historiquement. Les relations de la Pologne avec l'Allemagne et la France et les possibilités de conception liées à la coopération trilatérale des trois Etats (le Triangle de Weimar) ont été particulièrement thématisées.

Les objectifs de la Présidence polonaise du Conseil de l'UE

Pour la première fois depuis son entrée dans l'UE en 2004, la Pologne a pris en juillet de cette année la Présidence du Conseil de l'UE. Les objectifs ambitieux et l'agenda de la Présidence polonaise du Conseil ont été présentés par Andrzej Lisiecki-Zurowski. Il citait comme points forts le renforcement substantiel et le développement du marché intérieur européen et la préparation des planifications budgétaires pour la période 2013 – 2020. Dans le domaine de la politique de sécurité, la Présidence du Conseil veut œuvrer pour l'approfondissement de la collaboration entre l'Union européenne et l'OTAN. La Pologne a en outre un grand intérêt à renforcer la politique de voisinage européenne, eu égard aux Etats voisins d'Europe de l'Est de l'UE. L'Objectif à moyen terme de cette politique est la création d'une zone de libre échange entre l'UE et ses pays limitrophes à l'Est. Bien entendu, le bloc polonais ne veut pas seulement orienter son regard vers l'Est. Les processus de transformation politiques en Afrique du Nord et au Proche Orient jouent également un rôle important – Le pays

pourrait apporter ici de manière positive son expérience eu égard au processus de transformation démocratique.

La grande importance de l'histoire et son interprétation

La Présidence polonaise du Conseil de l'UE est le sommet provisoire d'un développement historique très positif. Le rôle précurseur important de la Pologne suite au bouleversement politique mondial dans les années 1980 et au début des années 1990 a été souligné par Dieter Bingen (Deutsches Polen Institut, Darmstadt). Après l'effondrement du bloc des pays de l'Est, la Pologne avait, en tant qu'un des « Etat le plus ancien d'Europe », un grand intérêt à rejoindre les structures occidentales. Pour la politique et la société polonaise, les références historiques jouent un rôle important qui est sous-estimé ou même pas du tout connu en Allemagne et en France. Dieter Bingen met en relief en particulier le terme de liberté profondément ancré dans la conscience historique et la culture polonaise. La République aristocratique polonaise et la naissance de la première constitution avec des éléments de séparation des pouvoirs ont en fait leur origine presque trois siècles avant la Révolution française – Pourtant celle-ci est citée plus souvent en Europe comme point de référence historique pour la naissance des valeurs européennes modernes. La méconnaissance de l'histoire polonaise et de la conscience historique polonaise a conduit encore et toujours dans le cadre des relations germano-polonaises et surtout franco-polonaises à des malentendus. Les participants de l'atelier de travail ont réclamé ici de la part des Allemands et des Français de rattraper vite ce retard.



L'« indifférence positive » de nombreux polonais face à l'UE comme l'expression d'une normalité ?

L'intérêt de la Pologne au rattachement à l'OTAN et à l'UE a été soutenu depuis le début des années 1990 par l'Allemagne et la France. En 2004 finalement, 70% de la population en Pologne a voté pour l'entrée du pays dans l'Union européenne. L'impression, résultant en particulier pendant les années de gouvernance du parti « Droit et justice » (PIS) entre 2005 et 2007, que l'euroscepticisme se soit étendu en Pologne n'est pas la bonne. Selon Eurostat, 80% de la population approuve aujourd'hui l'adhésion de leur pays à l'UE ; l'acceptation de l'Union européenne et de ses institutions est très grande.

Dieter Bingen souligne que « En Pologne, le terme de l'Europe a une connotation plus positive qu'en Allemagne ». Il indique également que le parti « Droit et justice » n'a aucun programme anti-européen. Le parti tient certes un discours en partie nationaliste, toutefois il ne remet pas en question le rattachement de la Pologne aux structures européennes. Dieter Bingen estime que « le PIS n'est pas plus eurosceptique que le gouvernement britannique actuel et que certains pays scandinaves. Seulement, des mesures beaucoup plus sévères pour juger les discours politique sur l'Europe sont appliquées en Pologne et dans les nouveaux Etats membres de l'UE que celles appliquées dans les anciens Etats membres ».

De récents sondages ont montré que 80% des électeurs du PIS ont jugé positivement l'adhésion de la Pologne à l'UE. On trouve face à la grande acceptation à l'Union européenne une faible disposition politique à agir

et un intérêt relativement faible aux débats politiques européens. Cela se constate notamment par la participation très faible aux deux dernières élections du Parlement européen. Cette situation n'est en fait pas différente de celle de nombreux Etats membres de l'UE – ainsi on constate ici plutôt un processus de normalisation. Pour Piotr Cichocki (Institute for Western Affairs, Posen) les positions de la Pologne en ce qui concerne l'UE sont devenues plus pragmatiques et différenciées depuis son entrée en 2004. « L'indifférence positive » de nombreux polonais face aux débats politiques au niveau européen ne peut en aucun cas être assimilée à un manque d'acceptation de l'UE.



de gauche à droite : Piotr Cichocki, Katrin Böttger, Wojtek Kalinowski, Dieter Bingen

Les Etats d'Europe centrale et de l'est comme taches blanches sur la carte mentale de la France

Eu égard les perspectives politiques attachées au Triangle de Weimar, les relations bilatérales entre la Pologne, l'Allemagne et la France ont tout d'abord été thématisées. Alors que l'Allemagne est considérée en Pologne comme le partenaire le plus important sur lequel on peut compter en Europe, le rapport entre la France et la Pologne se présente de manière plutôt problématique. De nombreux décideurs



politiques en France n'ont pas encore vraiment assimilé le fait que l'Union européenne ne s'arrête plus aux frontières orientales allemandes, critiquait le groupe de travail. La Pologne n'est toujours pas reconnue comme un partenaire à part entière ni par l'UE, ni dans le cadre du Triangle de Weimar. Une raison primordiale de la distanciation dans la relation franco-polonaise est entre autres la forte orientation politique de sécurité et économique de la Pologne vers les USA, ce qui est jugé de manière critique par la France. De même, les scrupules français vis-à-vis d'une orientation trop importante de l'UE vers l'Europe de l'Est jouent un rôle. Il y résonne là la peur sous-jacente d'une suprématie politique et économique de l'Allemagne. C'est pour cette raison que la France a accéléré ces dernières années à tour de bras la politique méditerranéenne de l'UE.

En règle générale, en jetant un coup d'œil sur les relations de la Pologne vis-à-vis de l'Allemagne et de la France, les aspects géographiques et géopolitiques jouent un rôle important. L'Allemagne et la Pologne ont en fin de compte des frontières communes et toute deux intérêt à approfondir les relations avec la Russie et les autres Etats voisins d'Europe de l'est de l'UE. La Pologne s'oriente aussi plus fortement vers l'Allemagne que vers la France et les autres Etats membres de l'UE, eu égard au développement de la politique européenne de voisinage ambitionnée.

L'évolution des relations germano-polonaises comme une histoire à succès

L'évolution des relations germano-polonaises au cours des dernières 20 années est pour Ryszarda Formuszewicz (Polish Institute of International Affairs, Varsovie) une histoire à succès. Dans ce contexte, la période du gouvernement conduit par le parti « Droit et justice » (2005 à 2007) et ressentie comme problématique doit être considérée de manière nuancée. La rhétorique politique critique ou même hostile vis-à-vis de l'Allemagne s'est heurtée à une résistance. La défaite électorale du PIS en 2007 peut être imputée entre autres à cette circonstance. C'est justement pendant les années après 2007 que les conditions générales importantes ont changé pour la coopération entre les deux Etats voisins. « La liste des problèmes n'a pas diminué mais le règlement des conflits est devenu plus objectif et d'autres questions européennes communes se sont ajoutées », selon Ryszarda Formuszewicz. Suite à la crise financière et économique globale ainsi que la crise de l'espace Euro, la différenciation entre les anciens et les nouveaux Etats membres de l'UE a été reléguée au second plan – la Pologne est considérée par de nombreux observateurs comme un Etat membre ayant du potentiel en raison de sa bonne capacité à surmonter la crise.





Le rôle clé géopolitique de la Pologne au milieu de l'Europe

La question de savoir si cette nouvelle optique va conduire à une surévaluation relative de la Pologne dans le cadre du Triangle de Weimar et au développement de l'intégration européenne reste pour le moment à régler. Il semble y avoir encore de la part des allemands et (abondamment) des français des tendances à considérer la Pologne comme novice et jeune associée et à ne pas la reconnaître comme une partenaire de force égale pour la prise de décision sur d'importantes questions européennes d'avenir.

Pour Kai-Olaf Lang (Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin), ce comportement cependant ne correspond absolument pas à l'importance politique que la Pologne a acquise au sein de l'UE. La Pologne en fin de compte est « une ancre de stabilité, un modèle et un leader politique des Etats membres de l'Europe centrale et orientale de l'UE ». En amont des sommets de l'UE, les intérêts de ces Etats sont régulièrement coordonnés sous la conduite polonaise et réunis sous des avis communs. La Pologne dispose au sein de l'UE d'un large éventail de possibilités de coopération et ne joue pas seulement depuis la prise en charge de la Présidence du Conseil de l'UE un rôle actif lors de la conception et le développement de l'UE.

La Pologne et l'Allemagne en tant qu'initiateurs d'une politique de la Russie et de l'Europe orientale harmonisée de l'UE ?

Contrairement aux autres domaines politiques, la Pologne est considérée, en ce qui concerne la politique européenne de voisinage

et le développement des relations avec la Russie, l'Ukraine et les autres Etats d'Europe de l'Est, alors comme une partenaire à part égale pour la structuration de la politique européenne. Il n'est cependant ni convenable et ni sensé de réduire la Pologne au rôle d'entremetteuse entre l'UE et l'Europe orientale. Dans ce contexte, la relation difficile de la Pologne avec la Russie a été thématisée.

On a constaté un changement fondamental dans le rapport russo-polonais que Dieter Bingen décrit comme « une approche progressive dans une relation très difficile ». Entretemps, il existe des deux côtés la volonté politique de se réconcilier et de surmonter de manière constructive l'histoire commune. Alors que la Pologne et la Russie se rapprochent lentement, la politique extérieure allemande a évolué également au cours des dernières années, eu égard à l'Europe orientale. La forte fixation sur la Russie et sur le concept du « changement par le rapprochement » y étant lié a laissé la place entretemps à une approche en politique extérieure plus pragmatique, explique Kai-Olaf Lang. Les relations avec les Etats voisins de l'Est ont été intensifiées, tout comme celles entretenues avec l'Ukraine. Vis-à-vis de la Russie, une attitude plus distante et critique est prise que celle adoptée dans les années 1990. Kai-Olaf Lang analyse que « le principe de conditionnalité a pris la place de l'interdépendance ».

Dans ces approches d'une nouvelle franchise dans les rapports russo-polonais, liée à la convergence des intérêts politiques et économiques à long terme de l'Allemagne et de la Pologne, comme dans le domaine de la sécurité énergétique, Kai-Olaf Lang voit la chance de développer un fort profil germano-polonais lors de la conception de la politique de voisinage orientale de l'UE. Les deux



Etats pourraient jouer un rôle précurseur dans l'harmonisation nécessaire des relations extérieures avec la Russie et l'Europe de l'Est. Dans un même temps, ils pourraient prendre fait et cause pour la mise en place d'un équilibre entre les relations de l'Union européenne avec ses pays limitrophes à l'Est et avec ses voisins au Sud. Une étroite concertation avec la France serait ici particulièrement nécessaire et opportune.

Le Triangle de Weimar: Un folklore politique symbolique ou un initiateur en Europe ?

Le « Triangle de Weimar » créé il y a 20 ans prévoit une consultation politique entre les trois Etats – au sein de l'UE, il constitue un forum pour des accords trilatéraux au niveau politique. La grande signification historique et politique symbolique du Triangle de Weimar a été reconnue et confirmée à l'unanimité dans le cadre de l'atelier. Même les résultats de la récente rencontre au sommet trilatérale en février 2011 ont été évalués de manière positive, en particulier la participation polonaise à la chaîne de télévision ARTE et le renforcement décidé du dialogue avec la société civile.

Le fait que les responsables politiques ne parviennent pas, malgré toute leur rhétorique positive, à influencer une force de véritable politique européenne à la coopération franco-germano-polonaise, a aussi été souligné de manière critique. Les trois Etats n'exercent pas de fonction de régulation politique commune bien que cela soit important pour beaucoup de questions d'avenir. Mathias Jopp cite comme thème essentiel,

outre la politique de voisinage européenne, le domaine de la politique énergétique et climatique et en particulier la question de la sécurité énergétique, qui joue toujours un rôle très important surtout pour la Pologne (eu égard à la Russie).



Chantal Mairesse, chargée de projets „Dialogue européen” de la Fondation Genshagen et Andrzej Lisiecki-Zurowski

De plus, les participants de l'atelier ont réclamé une mise en réseau plus importante des sociétés civiles des trois Etats, en augmentant de manière significative le nombre de jumelage des villes et en développant les rencontres de jeunes. En raison des grands défis auxquels la Pologne, la France et l'Allemagne font face, une mise en réseau entre les différentes sociétés civiles ainsi qu'une coopération plus efficiente et ambitieuse au niveau politique sont indispensables. Les trois Etats peuvent, comme piliers de soutien important, appuyer une impulsion essentielle au niveau européen et en fin de compte au niveau global également. Si on réussit à renforcer la coopération trilatérale entre la Pologne, la France et l'Allemagne, sans marginaliser les autres Etats membres de l'UE et les institutions européennes, l'Union européenne dans son ensemble pourrait profiter des fruits de cette coopération.



Fédéralisme européen et une UE orientée vers la durabilité en tant que réponses à la crise

Dans le cadre du podium de clôture animé par Jürgen Albers (Saarländischer Rundfunk, Sarrebruck), les contenus et résultats essentiels des discussions dans les trois ateliers ont été résumés. Au centre des discussions se trouvent la question de savoir quelles conclusions et enseignements on peut tirer de la crise actuelle du projet européen d'intégration. La question de la cohabitation, basée sur les valeurs européennes, des citoyens sur le continent européen joue un rôle décisif pour Hartmut Marhold. Selon lui, il est absolument nécessaire d'organiser les rapports politiques et sociétaux de telle manière qu'ils satisfont au modèle de développement durable.

Pour Mathias Jopp également, une connexion des valeurs européennes traditionnelles (démocratie, liberté, défense des droits de l'homme, Etat de droit et égalité) avec le principe de durabilité pourrait être la base d'une fédération européenne future. Le premier pas vers une telle fédération est le développement de l'Union monétaire en une Union politique. D'après lui, l'UE ne peut à l'avenir jouer un rôle dans le cadre de la globalisation que par une unité fédérale et un retour aux valeurs européennes et à son développement.

Frank Baasner a rappelé de son côté ces concepts fédéralistes qui étaient en place au début du processus européen d'unification à la fin de la deuxième guerre mondiale - la vision d'un continent européen uni politiquement doit être à nouveau relancée comme une offre attractive pour les hommes en Europe. « Les responsables au niveau européen plient l'échine devant cette situation difficile » critique Baasner. Les européens devraient se souvenir des chances liées à l'approfondissement

de l'intégration au lieu de mettre en garde avec un esprit d'épicier contre la naissance d'une Union de transfert et de se perdre en conflit d'égoïsmes nationaux.

Ce n'est que de cette façon que l'Europe peut rester un modèle attractif pour les autres grandes régions du monde et influencer sur le développement global. Pour cela, il ne suffit pas de développer des solutions à court terme pour les conséquences de la crise économique et financière globale et pour les problèmes dans la zone Euro. Eu égard au changement climatique, au développement démographique mondial, à la question de la consommation des ressources et à la destruction des moyens de subsistance naturels, les européens se trouvent aussi face à de nouveaux défis.

Les discussions dans le cadre du 13^{ème} Dialogue Franco-Allemand ont clairement montré que la liaison efficace de l'idée d'unification européenne, reposant sur les valeurs, avec les concepts de développement durable peut être une condition essentielle pour empêcher les crises globales futures qui s'annoncent déjà aujourd'hui.



de gauche à droite : Frank Baasner, Jürgen Albers, Hartmut Marhold, Mathias Jopp





**Dialogue
Franco-
Allemand**

Penser l'Europe de demain

Organisateur

ASKO EUROPA-STIFTUNG

En coopération avec

cfe Centre international
de formation européenne

dfi SECHZIG JAHRE
SHV 31NAXIOS **lp**

cfph Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme

ip Institut für
Europäische Politik

Europäische Akademie
Ötzenhauser

Avec le concours de

**DEUTSCHES
POLEN
INSTITUT**

irg

F
Pôle France
Frankreichzentrum



**UNIVERSITÄT
DES
SAARLANDES**



Institut Veblen
pour les réformes
économiques

Avec l'aimable soutien de

SAARTOTO

Saarland-Sporttoto GmbH



PEUGEOT

Peugeot Deutschland GmbH

Contact

ASKO EUROPA-STIFTUNG, Pestelstraße 2, 66119 Saarbrücken

Tel.: +49 (0)681-92674-0, Fax: +49 (0)681-92674-99

dfd@asko-europa-stiftung.de

www.asko-europa-stiftung.de